
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 6 (1978)

DOI: 10.11588/fr.1978.0.49291

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Wilfried LOTH, *Sozialismus und Internationalismus. Die französischen Sozialisten und die Nachkriegsordnung Europas 1940–1950*, Stuttgart (Deutsche Verlagsanstalt) 1977, 414 pp. (Studien zur Zeitgeschichte, éd. Institut für Zeitgeschichte).

Les conceptions de la S.F.I.O. en politique extérieure après 1940 ont trouvé, jusqu'à présent, des interprétations assez contradictoires: nationalisme voilé par des slogans d'entente internationale¹ ou formulation de la seule alternative valable à la politique gaulliste?

Dans son analyse du contenu et des conditions de la politique socialiste, Loth apporte de nombreuses corrections et compléments notamment aux études de Hänsch, Ritsch, Criddle et Graham.² Il pose six problèmes de base: les traditions de doctrine internationaliste en France; les buts officiels de la S.F.I.O. en matière d'affaires étrangères entre 1940 et 1950; les débats et divergences à l'intérieur du parti; l'attitude de la S.F.I.O. vis-à-vis du problème allemand; ses tentatives en vue d'une organisation socialiste sur le plan international; enfin les répercussions de l'évolution politique sur le développement du parti et sa position dans la vie politique française. Sous ces six aspects, Loth analyse l'évolution de la politique socialiste de la conception d'*organisation internationale* en passant par les buts de *famille occidentale* et de *troisième force* à la *fédération européenne*.

Sous-estimant peut-être quelque peu le caractère jacobin du radicalisme *démoc-soc*, Loth retrace les traditions de l'internationalisme socialiste depuis le XIX^e siècle; à maintes reprises, il montre à travers son ouvrage le poids du passé qui pesait aussi bien du point de vue idéologique que de celui des structures du parti sur la S.F.I.O. de la guerre et surtout de l'après-guerre.

Loth juge très importante l'influence de Léon Blum sur le parti, bien que celui n'ait plus accepté, après 1944, ses positions dirigeantes d'avant-guerre. La base essentielle de la politique socialiste après 1944 fut la conception d'une *organisation internationale* formulée par Blum dans «A l'échelle humaine» et précisée et modifiée selon les conditions politiques pendant la guerre par la résistance socialiste. Alors que les motivations du général de Gaulle furent à l'opposé des idées socialistes, les deux se reconstruisirent à la fin de la guerre dans la mesure où les socialistes avaient besoin de la politique de grandeur pour affirmer le rôle prépondérant imparti à la France dans la victoire du socialisme en Europe, tandis que de Gaulle avait besoin du prestige de la S.F.I.O. et de Léon Blum. Loth voit donc dans leur coalition à la libération non un abandon des idées socialistes, mais au contraire un arrangement tactique qui ouvrait une

¹ Ainsi la tendance des ouvrages de Gilbert Ziebura, *Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten*, Pfullingen 1970, de Klaus Hänsch, *Frankreich zwischen Ost und West. Die Reaktion auf den Ausbruch des Ost-West-Konfliktes 1946–1948*, Berlin 1972, et de Frederick F. Ritsch, *The French Left and the European Idea, 1947–1949*, New York 1966.

² Byron Criddle, *Socialists and European Integration. A Study of the French Socialist Party*, London et New York 1969. – B. D. Graham, *The French Socialists and Tripartisme 1944–1949*, Toronto et Canberra 1965.

»phase d'espoir« (titre du second chapitre) pour la réalisation des projets de la S.F.I.O. réaffirmés au congrès de novembre 1944. Le slogan du *socialisme maître de l'heure* caractérisant le sentiment général du parti à ce moment, une grande fraction du parti sous-estimait néanmoins les contradictions entre les conceptions gaulliste et socialiste.

Quand les représentants de la résistance intérieure furent de plus en plus exclus du processus de décision et quand la politique allemande du général s'éloigna de manière de plus en plus évidente du but socialiste de l'intégration d'une Allemagne démocratique dans une Europe fédérée, l'échec de cette politique se dessina. Si les socialistes croyaient pendant un certain temps encore pouvoir amener le gouvernement à accentuer le caractère supra-national de l'O.N.U. – Loth monte en détail ces influences (pp. 59 ss.) –, la limitation définitive des pouvoirs de celle-ci ainsi que le rôle joué par l'U.R.S.S. dans cette limitation créa une certaine résignation de leur part.

Ils ne furent guère plus heureux dans leur tentative de créer une nouvelle Internationale, lors de la conférence socialiste de Londres en mars 1945; les autres partis européens et notamment les travaillistes britanniques ne voulaient pas laisser limiter leur champ d'action, tout en votant en principe pour une bonne partie des motions françaises qui devaient, par conséquent, rester sans suite.

Si Loth brosse ainsi un tableau plutôt noir des perspectives d'une politique socialiste en 1945, il juge néanmoins que sa grande chance à l'aube de la guerre froide fut de montrer le caractère irréaliste de la politique gaulliste. Toutefois, il est obligé de constater lui-même (par ex. p. 95) que l'opinion publique soutenait non la politique socialiste, mais la politique gaulliste et forçait ainsi les socialistes à faire marche arrière. L'incapacité du parti de comprendre les changements dans la structure sociale de la France et du parti intervenus depuis l'entre-deux-guerres avec la montée des classes moyennes – clairement analysée par Léon Blum – contribuait à son affaiblissement et préparait dès 1944/45 sa sclérose d'après 1950.

Vu l'évolution de la situation internationale, Léon Blum modifiait en 1945 sa conception universaliste et développait l'idée d'une *famille occidentale* (pp. 79 ss.), fondée plutôt sur la coopération économique que politique, formant ni bloc ni fédération et basée sur l'entente franco-britannique et anglo-soviétique: conception contradictoire, comme constate Loth, car elle supposait une entente entre les grandes puissances permettant un certain degré de fédération parmi les états européens, tout en supposant l'antagonisme des grands comme condition d'une entente franco-britannique. Dans le cabinet, la réalisation de ce programme fut d'abord empêchée par de Gaulle et ensuite, malgré son insertion au programme des gauches de novembre 1945, par le PCF et le MRP. Ce fut encore la politique allemande qui amena la S.F.I.O. à attaquer, ouvertement à partir de janvier 1946, la politique nationaliste de ces derniers en opposant à leur demande d'internationalisation politique de la Ruhr la *nationalisation internationale*, c'est-à-dire son internationalisation économique; cette politique ne fut pas un palliatif momentané (Hänsch), mais selon Loth l'adaptation à la situation politique des conceptions développées par la résistance.

A travers la description minutieuse de la doctrine internationaliste après 1946, plusieurs aspects fondamentaux sont mis en relief et analysés dans leur développement.

D'une part, Loth poursuit en détail les débats intérieurs du parti socialiste, débats dont les clivages ne correspondaient guère aux clivages en politique intérieure, mais qui avaient pour effet d'entraver à plusieurs reprises une action efficace du parti et contribuaient aux nombreuses incohérences de la doctrine.

D'autre part, la doctrine internationaliste des socialistes français se basait sur le rôle prépondérant de l'Angleterre dans la construction d'institutions internationales; or, le gouvernement travailliste refusait d'utiliser une nouvelle internationale comme moyen de socialisation en Europe et préférait garder les mains libres pour des solutions nationales. Les contradictions résultant de ces divergences entre socialistes français et anglais, entrave fondamentale pour la politique socialiste notamment dans le cadre du Conseil de l'Europe, ne furent guère mises en évidence par la S.F.I.O. elle-même, mais plutôt voilées. Dans ce cadre, Loth analyse notamment aussi les relations entre la S.F.I.O. et le S.P.D. allemand. Ce n'est qu'en 1950, avec le Plan Schuman, que les socialistes français se décidèrent enfin à une solution supra-nationale restreinte qui abandonnait la collaboration étroite avec les travaillistes.

En troisième lieu, Loth montre dans quelle mesure, après le désaveu de la politique gaulliste à la conférence de Moscou en 1947, des conceptions socialistes devenaient politique officielle du gouvernement français, et ceci notamment vis-à-vis du Plan Marshall et vis-à-vis de l'Allemagne avec la politique de *nationalisation internationale* de la Ruhr.³ Si, en ce sens, la politique socialiste connaissait un certain nombre de succès – notamment grâce au caractère nationaliste toujours inhérent à celle-ci –, peu de ces idées se transformèrent effectivement en réalité politique. Ni la conception d'une *troisième force* européenne entre les grandes puissances développée en 1947/48, ni le but d'une fédération politique européenne, ni même la socialisation de l'industrie lourde de la Ruhr ne furent atteints.

Les résultats essentiels de ce livre, outre le grand nombre d'informations détaillées sur tous les aspects de la politique étrangère de la S.F.I.O., consistent d'abord dans la preuve que les positions à l'intérieur de la S.F.I.O. furent souvent plus divergentes et les processus de décision plus compliqués que l'on ne l'a souvent supposé.

Ensuite, Loth montre que les revirements successifs de la politique extérieure française après 1944 pouvaient se fonder sur des alternatives développées par les socialistes depuis l'époque de la résistance; même si la S.F.I.O. a été obligée de battre en retraite sur presque la totalité de ses conceptions, cela ne change pas le fait qu'une bonne partie de celles-ci sont devenues, à un moment ou un

³ Entretiens, Loth a encore précisé sa thèse (pp. 139ss.) selon laquelle le départ des communistes du gouvernement en 1947 était dû non aux pressions américaines, mais aux faiblesses du communisme au début de la guerre froide: Frankreichs Kommunisten und der Beginn des Kalten Krieges. Die Entlassung der kommunistischen Minister im Mai 1947, in: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 26 (1978), pp. 9–65.

autre, la politique officielle du gouvernement. Pourtant, on devrait peut-être accentuer un peu plus le fait qu'aussi bien les succès que les échecs de la politique socialiste étaient moins dus à la force ou faiblesse du parti lui-même qu'aux développements de la politique internationale sur laquelle, malgré les mythes gaullistes, la France n'avait plus beaucoup d'influence. Les socialistes fournissaient un outillage idéologique, des »modèles de comportement« (p. 295), auxquels les gouvernements français avaient recours pour formuler les différentes étapes de la politique extérieure, surtout après 1947. Contrairement à Duverger, Loth voit dans l'idéologie universaliste non pas un moyen pour échapper aux vrais problèmes de politique intérieure, mais »le seul élément essentiel de la doctrine socialiste à déterminer la politique pratiquée dans le sens d'un changement des structures« existantes (p. 296).

Enfin, l'analyse des revirements et clivages intérieurs de la S.F.I.O. montre que le problème d'interprétation de sa politique comme nationaliste ou internationaliste est un faux problème: les deux éléments étaient à la base de cette politique qui en favorisait l'un ou l'autre selon les circonstances sans en abandonner aucun. On aurait seulement souhaité que les thèses de bases de ce livre, souvent cachées quelque part dans le texte, soient formulées de façon plus claire et plus accessible.

Le livre de Loth ouvre plusieurs perspectives. D'une part, d'autres forces politiques en France devraient être analysées de la même façon; notamment pour le M.R.P. – sur lequel plusieurs études sont en cours – il en résulterait probablement également un éventail plus large des opinions à l'intérieur du parti que l'on ne le suppose actuellement. D'autre part, il serait souhaitable de développer des méthodes pour saisir plus exactement l'influence de l'»opinion publique« en dehors des forces institutionnalisées sur la politique française; Loth lui-même mentionne plusieurs fois la restriction de la liberté d'action de la S.F.I.O. résultant de la pression du public plus nationaliste. Mais il est très difficile, jusqu'à présent, d'évaluer l'importance du courant nationaliste général dans le processus de décision politique.

Enfin, la politique d'occupation en zone française devrait être analysée sous les aspects de la politique intérieure française: tâche difficile à accomplir tant que les archives du gouvernement militaire ne sont pas accessibles. Certains conflits de base, surtout entre le Commandement en chef de la zone et le gouvernement français après 1947, sont connus; mais une analyse plus détaillée montrerait vraisemblablement aussi à l'intérieur des forces d'occupation un grand nombre de divergences dans lesquelles se reflétaient au moins partiellement les clivages de politique intérieure. Des ouvrages comme celui de Winfried Loth préparent ainsi le terrain pour une meilleure connaissance d'autres aspects encore de la politique extérieure française.

Rainer HUDEMANN, Trier